

LE TEMPS

editoriaux Samedi 4 avril 2009

Une révision déchirante

Par François Modoux

La pression ne va pas diminuer sur la Suisse. A elle de trouver la solution, notamment vis-à-vis des pays de l'Union européenne

Longtemps, la Suisse a largement profité du secret bancaire associé à une distinction discutable entre fraude et évasion fiscales. Ces dernières semaines, il était devenu patent que cet avantage comparatif de la place financière helvétique ne résisterait pas à la mobilisation planétaire, opportuniste à bien des égards, pour davantage de coopération fiscale. Les experts helvétiques savaient avant la tenue du G20 que la Suisse n'échapperait pas à une mise au pilori. Gris clair, gris foncé, gris anthracite? La couleur de la liste importe finalement peu. La Suisse est placée sous surveillance intensive.

Aucun délai ne lui est encore imposé pour qu'elle respecte, comme elle s'y est engagée, les standards internationaux fixés par l'OCDE. Seule certitude, la pression ne diminuera pas. Incapables de freiner la récession, peinant à restaurer la confiance dans un système financier encore fragile, les Etats du G20 ont besoin de résultats tangibles pour calmer leurs opinions.

Le statu quo n'est plus défendable, mais la Suisse saura-t-elle limiter la casse? Secoué par un séisme d'une ampleur inattendue, attaqué sur plusieurs fronts – les Etats-Unis et l'Europe –, contraint d'agir dans la précipitation, le Conseil fédéral a peu de bonnes cartes pour négocier ce tournant difficile. L'absurdité des critères retenus par le G20 et l'OCDE pour distinguer les bons des mauvais élèves ne l'aidera pas. Le blanchissage des territoires dépendants de la couronne britannique renforce le sentiment que la Suisse est victime de décisions arbitraires et discriminatoires. Il sera plus difficile au Conseil fédéral de rassembler une majorité populaire le moment venu.

Il a surtout manqué ces derniers jours un signal concret aux pays européens sur la feuille de route que la Suisse entend suivre. Visiblement, le Conseil fédéral cherche encore la bonne stratégie vis-à-vis de l'Europe, France et Allemagne en tête. Cela alors que les litiges fiscaux avec Bruxelles s'accumulent. A situation extraordinaire, geste politique exceptionnel! Ficeler un paquet avec tous les dossiers épineux ouverts est peut-être une piste prometteuse.

LE TEMPS © 2009 Le Temps SA